

Julian Assange est “un prisonnier politique, l’un des plus fameux au monde”



Royaume-Uni L’avocate Stella Assange évoque le sort de celui qui est devenu son mari. Le fondateur de Wikileaks est l’enjeu d’une énorme bataille judiciaire entre ses sympathisants et le département américain de la Justice.

“Le plus jeune appelle la prison ‘the queue’ car nous sommes toujours en file. Le plus âgé, Gabriel, m’a demandé si c’était une prison. Il a compris.”

Stella Assange

a eu deux enfants avec le fondateur de Wikileaks. Ils sont âgés de quatre et cinq ans et viennent régulièrement lui rendre visite en prison.

“Les services ne veulent pas de lanceurs d’alerte. Ils ne veulent pas non plus qu’il y ait des éditeurs (qui publient ces informations). Car ils pensent que si on intimide la source, mais aussi l’éditeur, alors il n’y aura plus de fuites.”

Stella Assange

Épouse de Julian Assange depuis 2022, de nationalité suédoise et espagnole.

Entretien Christophe Lamfalussy

Stella Assange était présente au festival Millenium à Bruxelles, fin de la semaine dernière, pour présenter le documentaire *Ithaca* qui retrace son combat et celui du père de Julian Assange pour libérer le fondateur de Wikileaks. L'occasion de la rencontrer et de parler de ce détenu de 52 ans hors du commun, qui a déjà passé plus de dix ans de sa vie derrière des portes closes, sept ans à l'ambassade de l'Équateur à Londres et au moins trois ans dans la prison de haute sécurité de Belmarsh où il se bat, avec une pléthore d'avocats, pour bloquer son extradition vers les États-Unis.

Pouvez-vous voir Julian de façon régulière à la prison ?

Environ deux fois par semaine. Son état change selon ce qu'il a pu faire – aller dans la cour extérieure, rencontrer des gens pendant la journée. À Belmarsh, vous mangez seul dans la cellule. Parfois, il est autorisé à collecter les plats, à prendre une douche ou à aller dans la cour. Des détenus de son aile, il est celui qui est là depuis le plus longtemps.

Vous le voyez derrière une vitre en plastique ?

Nous pouvons nous embrasser. C'est une pièce large de 20 m sur 20. Chaque prisonnier est assis sur une chaise rouge, pré-assignée, tandis que les visiteurs sont assis sur des chaises bleues de l'autre côté de la table. Il y a environ 40 prisonniers chaque fois, ce qui peut devenir bruyant et animé. Une petite zone de jeux a été aménagée pour les enfants, très utile car les visites sont très réglementées: les enfants doivent rester assis.

Quel âge ont vos enfants ?

Quatre et cinq ans. Le plus jeune appelle la prison "la queue" car nous sommes toujours en file. Le plus âgé, Gabriel, m'a demandé si c'était une prison. Il a compris. Je tente de lui expliquer, mais je lui dis aussi que Julian reçoit énormément de soutien. En dehors de la prison, il y a un grand panneau *Free Assange*. Il est le seul prisonnier à bénéficier de cela. Gabriel comprend combien la situation de son père est inhabituelle.

Avez-vous une vie, un travail ?

Mon principal travail, c'est de faire campagne pour Julian. Je suis toujours engagée dans son dossier judiciaire, mais pas autant qu'avant. Je n'ai pas beaucoup de temps pour moi...

Julian Assange est enfermé depuis dix ans. Il n'a jamais été condamné.

Cette affaire est clairement politique. Qu'Assange soit en prison ou non dépend de qui est à la Maison-Blanche. Qu'il soit tué ou non dépend de qui est à la CIA. Il est un prisonnier politique, l'un des plus fameux dans le monde. Il est en prison parce que des gens le veulent en prison. Le but est de le contraindre au silence, de le retirer de la sphère publique. Les États-Unis l'accusent de journalisme, ce qui est très dangereux.

Ils disent qu'il est davantage un hacker qu'un journaliste, non ?

C'est leur langage de relations publiques. Car, dans les faits, Julian est accusé de dix-sept charges d'espionnage, sur base de l'*Espionage Act*. Ce dernier ne comprend aucune accusation de violation informatique. Il a trait uniquement à de l'information reçue, possédée et communiquée. Dans les 175 ans de prison (auxquels le département de la Justice américain veut le condamner, NdIR), il y a bien une peine de 5 ans pour intrusion informatique. Selon les États-Unis, Julian se serait, soi-disant, entendu avec Chelsea Manning pour l'aider à cacher son identité. Le langage des États-Unis a été, au fil des ans, très mouvant. Manning avait une habilitation "Très secret". Elle a fait fuiter vers Wikileaks des informations auxquelles

elle avait accès. Après avoir fait fuiter quatre des cinq dossiers, cette conversation aurait eu lieu. Pour les avocats de la défense, la conversation n'a pas porté sur cela. Le département de la Justice américain a construit cette accusation d'intrusion informatique pour dépeindre Julian comme un pirate.

Dans le documentaire, un officiel américain non identifié, proche de la Maison-Blanche, affirme au téléphone que ce sont les services secrets qui veulent absolument l'extradition d'Assange. Pouvez-vous en dire plus ?

Cette affaire est clairement controversée aux États-Unis à travers chaque administration. Durant l'administration Trump, il y a eu une grande pression pour pardonner Assange comme vous le voyez dans le film. C'est aussi embarrassant pour l'administration Biden. Le *New York Times*, le *Washington Post* sont pour. Mais des éléments dans l'État américain veulent Julian en prison. Certains, comme Mike Pompeo (directeur de la CIA en 2017-2018, NdIR), le veulent même mort.

Les services secrets, dans leur ensemble, ne veulent pas de fuites. C'est pour cela que des poursuites pour espionnage ont été entreprises contre Chelsea Manning, Edward Snowden ou Daniel Hale. Les services ne veulent pas de lanceurs d'alerte. Ils ne veulent pas non plus qu'il y ait des éditeurs [qui publient ces informations]. Car ils pensent que si on intimide la source, mais aussi l'éditeur, alors il n'y aura plus de fuites. Bien sûr, les États ne sont pas monolithiques: des gens dans l'administration comprennent les implications de ces poursuites en matière constitutionnelle.

Où en est selon vous la liberté de presse dans les sociétés occidentales ?

Wikileaks a exprimé la liberté de la presse à son sommet. Mais depuis Edward Snowden, il n'y a rien eu de cette échelle. La presse collabore mieux, analyse des quantités de données et développe un bon journalisme d'investigation mais je crois que beaucoup n'est pas publié maintenant, notamment aux États-Unis, précisément à cause du dossier contre Julian.

Croyez-vous dans une société où tout doit être transparent ?

Nous devons aspirer à une transparence des administrations publiques. Le secret devrait être une exception, pas la norme. Les gouvernements ont des comptes à rendre. Les services de sécurité ne doivent pas abuser de leur pouvoir. Et la presse doit pouvoir décider quand quelque chose ressort de l'intérêt public et doit être publié. Depuis douze à treize ans, nous voyons des services de sécurité de plus en plus puissants qui élargissent le secret au détriment d'une presse affaiblie.

Avez-vous déjà demandé à Julian Assange de quelle fuite il était le plus fier ?

Non, mais je pense qu'en termes d'impact global et de signification historique, celle des télégrammes diplomatiques était la plus intéressante. Le département d'État américain y livrait l'analyse détaillée de la situation politique dans chaque pays.

Pour en revenir à la demande d'extradition, quand attendez-vous la prochaine étape ?

En septembre, Julian a fait appel. Nous attendons depuis la décision de la Haute Cour britannique sur la validité de cet appel. Elle peut survenir à n'importe quel moment.

Qu'avez-vous appris au cours de toutes ces années ?

C'est un long combat, plein d'incertitudes. Il peut amener à une catastrophe, mais vous devez le poursuivre. Sur le chemin, vous trouvez énormément d'humanité. J'ai rencontré beaucoup de gens, très différents, que je n'aurais pas nécessairement rencontrés autrement. Nous avons nos différences politiques, mais au centre, il y a de l'humanité et de la générosité. Beaucoup de gens souhaitent que Julian soit libre, pour des raisons fondamentales.

La Finlande rejoint l'Otan ce mardi

Otan Désormais l'Alliance partagera une frontière de 1300 km avec la Russie.

Il aura fallu moins d'un an, dix mois, pour que la Finlande arrive au bout de son processus d'adhésion à l'Otan. Ce mardi après-midi, le drapeau finlandais sera hissé au quartier-général de l'Alliance atlantique à Bruxelles, sur fond de l'hymne national.

Pressés par l'invasion de l'Ukraine, les alliés ont renoncé à la procédure habituelle, qui veut qu'une cérémonie se tienne au Département d'État américain à Washington pour chaque nouvelle adhésion. Au lieu de cela, c'est le secrétaire d'État américain qui se déplacera dans la capitale belge. Antony Blinken devait de toute façon participer à la ministérielle des Affaires étrangères.

La Finlande devient le 31^e membre de l'Otan après la levée du blocage par la Turquie et la Hongrie, la semaine dernière. Ce blocage persiste toutefois à l'encontre de la Suède, accusée par Ankara d'abriter des "terroristes" du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et de ne pas vouloir les extraditer vers la Turquie.

L'adhésion de la Suède est "pour l'Otan, pour moi, une priorité de s'assurer que cela arrivera aussi rapidement que possible", a déclaré lundi le secrétaire général Jens Stoltenberg devant la presse. Ce dernier n'attend rien de la Turquie avant ses élections présidentielles du 14 mai, mais espère une ouverture fin juin quand le Parlement turc aura repris ses fonctions.

L'adhésion de la Finlande signifie que l'Otan aura à défendre une frontière de 1300 km avec la Russie mais qu'elle pourra plus facilement aussi défendre les pays baltes. La Finlande bénéficiera dès mardi des garanties contenues dans le traité fondateur de l'Otan, dont l'article 5, qui stipule qu'une "attaque contre un allié est considérée comme une attaque contre tous les alliés". Moscou a déjà annoncé lundi qu'il allait renforcer ses "capacités militaires à l'ouest et au nord-ouest", soit aux frontières avec l'Europe orientale et la Finlande.

Ch. Ly.